



Communiqué de presse

Réunion entre les Etablissements de crédit et la BCC du 2 septembre 2015

Le Gouverneur de la Banque centrale a réuni, pour la 3^{ème} fois de l'année 2015, les Directeurs généraux des établissements de crédit pour examiner les sujets relatifs à l'amélioration du cadre de l'exercice de l'activité bancaire et financière.

Lors de 2 précédentes réunions, les sujets ci-dessous, d'une importance majeure pour le système bancaire et pour les établissements de crédit, ont été examinés :

- la mise en place de la nouvelle réglementation prudentielle,
- le règlement sur la Centrale des risques et des incidents de paiement,
- la formalisation d'un Relevé d'Identité Bancaire comorien (RIB), conforme aux normes internationales (IBAN)
- la formation du personnel des établissements de crédit sur la gestion du risque de crédit,
- les difficultés observées par les établissements de crédit pour le recouvrement des créances,
- la protection des comptes des établissements de crédit ouverts à la Banque centrale,
- la préparation des réunions avec le Président de la République,
- les statuts et le fonctionnement efficient de l'APBEF (Association professionnelle des banques et Etablissement Financiers).

Le 2 septembre 2015, la 3^{ème} réunion de l'année s'est tenue dans les locaux de la Banque Centrale, réunissant les directeurs généraux des banques et des établissements de crédit de la place.

L'ordre du jour comportait les sujets suivants :

- **Centrale des Risques et des Incidents de paiement (CDRIP)**

Bilan de près d'un an après la mise en place - Point sur le fonctionnement du système, sur la fiabilité des données en entrée et en sortie. Evaluation du niveau de satisfaction. Recherche de pistes d'amélioration.



Gestion des interdicts bancaires (Il est rappelé que 4 incidents enregistrés dans la Centrale des incidents de Paiements pour provision insuffisante génèrent un statut d' « interdit bancaire »).

- **La Compensation des valeurs (chèques et virements)**

Le système mis en place par la Banque centrale date de plus de 8 ans. Il convient de le faire évoluer, notamment pour intégrer le cas de paiement partiel et l'intégration de mécanisme allégé de contrôle des valeurs.

- **Transfert des opérations de change manuel**

Le traitement des opérations de change manuel avec une clientèle privée a été effectué par la BCC pour des raisons historiques, liées notamment à l'étroitesse du secteur bancaire, mais n'entre pas dans ses activités essentielles. L'ouverture du secteur bancaire à la concurrence ouvre la possibilité de transférer ces activités aux banques et aux établissements financiers. L'impact du transfert de cette activité et la période de mise en place ont été examinés avec les Institutions financières.

- **Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers (APBEF)**

L'APBEF est consacrée par la nouvelle loi bancaire. L'optimisation de son fonctionnement a été examinée et ses statuts, ses règles de fonctionnement et son rôle sont en cours d'examen approfondis.

- **Nouveau RIB (Relevé d'Identité Bancaire) et IBAN (« International Bank Account Number ») pour les Comores**

Il s'agit d'un instrument conforme aux normes internationales permettant de faciliter les transactions nationales et internationales de la clientèle des établissements de crédit et qui sera opérationnel dès le 1^{er} octobre 2015. Les Banques et les établissements de crédit devant communiquer à leurs clients leurs nouveaux RIB et IBAN, il a été examiné les actions de préparation pour la mise en place.

- **Mise en place de la nouvelle Réglementation prudentielle**

Des ateliers de vulgarisation des nouveaux textes déjà publiés par la BCC sont prévus et des échanges avec les établissements de crédit ont été réalisés sur l'application des nouveaux textes réglementaires.



- **Difficultés rencontrées par la Banques et les établissements de crédit pour le recouvrement des créances bancaires.**

Deux réunions de haut niveau ont été présidées par le chef de l'Etat sur ce sujet, notamment pour accompagner le développement du financement bancaire à l'économie.

Lors de ces réunions à la Présidence, un certain nombre de réformes ont été proposées pour résoudre les difficultés liées au recouvrement des créances bancaires. L'examen de ces réformes et les modalités de leur suivi ont constitué l'essentiel des échanges sur ce sujet, qui est d'une importance majeure pour l'économie comorienne et pour la stabilité du secteur bancaire.

La question des interdictions bancaires pour défaut de paiement a été soulignée.
